



À l'extérieur des murs de la ville, on trouve des maisons et des tours d'habitations modernes; à l'intérieur, les rues étroites et construites en terrasses de la vieille ville. Partout, des rappels qu'il s'agit là de la « Ville sainte ».

choix d'un représentant, puisque ni les uns ni les autres n'ont d'autorité centrale reconnue. Du côté de la chrétienté, ni le Vatican ni le Conseil œcuménique des Églises ne revendiquent un tel rôle; d'ailleurs, proposeraient-ils de concert qu'un conseil chrétien préside aux destinées de Jérusalem que cela serait contesté par les patriarches orthodoxes et arméniens qui, historiquement, ont partagé avec le Vatican la responsabilité du Saint-Sépulcre.

La même chose vaut pour les disciples de Muhammad. Le roi d'Arabie Saoudite est le gardien des principaux Lieux saints, La Mecque et Médine; mais certains pourraient estimer que la charge des sanctuaires musulmans de Jérusalem, en particulier ceux de la vieille ville (la Coupole du Rocher et la mosquée Al-Aqsa) reviendrait à meilleur droit au roi hachémite de Jordanie. Si les musulmans pouvaient accepter que soit confiée au roi Hussein l'administration religieuse des Lieux saints musulmans de Jérusalem (sans que cela implique une souveraineté politique jordanienne), celui-ci serait le président tout désigné de la composante arabe du Conseil de la Ville sainte.

Une fois que juifs et musulmans auraient réussi à nommer leurs représentants respectifs à un tel Conseil, les diverses Églises chrétiennes pourraient très difficilement refuser de serrer leurs rangs. En dernière analyse, la désunion entre les chré-

tiens ne saurait faire obstacle à un règlement religieux, une fois cette solution jugée réalisable. C'est uniquement parce que nous, chrétiens, demeurons aujourd'hui persuadés qu'elle est impraticable — ou encore parce que la situation n'est pas devenue intolérable — que nous ne consentons pas les efforts nécessaires pour surmonter les obstacles. Aussi longtemps que les droits de *l'un ou l'autre* des trois groupes religieux seront restreints en pratique, le rayonnement de *notre* Ville sainte — et la tradition que nous partageons — s'en trouveront diminués. Est-ce cela que nous voulons?

En supposant tout de même que les trois parties parviennent à s'entendre sur la nomination de leurs représentants à un quelconque conseil, un organisme religieux comme celui-là pourrait-il véritablement administrer la ville? Je ne possède pas la compétence voulue pour déterminer les modalités d'un tel gouvernement municipal, mais j'ai une suggestion quant à son fonctionnement. Si les Grecs, les Russes, les Serbes et les Bulgares peuvent gérer le mont Athos, une communauté monastique complexe, il n'y a qu'un pas à franchir pour trouver un moyen d'administrer Jérusalem. Peut-être, comme c'est le cas au mont Athos, chacune des principales collectivités devrait-elle n'avoir en sa possession qu'un tiers du sceau officiel du gouvernement, lequel doit être complet pour valider toute dé-